

LES CONFLITS LIÉS À LA TERRE ET LES MÉCANISMES DE RÉOLUTION AU MALI: QUEL DROIT À INVENTER ?

Dr. Mamadou Nientao⁶⁹

Sommaire

Introduction, la typologie des conflits (entre personnes, entre villages ou communautés), les mécanismes de résolution, conclusion.

Résumé

Au Mali comme ailleurs, les dimensions de conflits liés à la terre relèvent de divers domaines, économique, politique, sociohistorique, juridique, etc.

Ces conflits, opposent le plus souvent les membres d'un même lignage⁷⁰ d'autres opposants les villages ou les communautés.

Cependant, pour comprendre les dynamiques de ces conflits et élaborer des stratégies d'intervention efficaces, l'on ne peut se contenter de faire le lien entre la question de l'accès à la terre, à sa gestion ou à son utilisation d'une part, et, de l'autre, les tensions éventuelles ou la violence pouvant en résulter, d'autre part. Les terres agricoles sont convoitées par tous⁷¹. Elles sont objet de compétition entre les populations. Cette compétition prend des formes diverses dont celle du conflit, armé ou non, pour les droits de propriété, de contrôle, d'accès ou d'usage des superficies culturales. Ainsi, les revendications terraines constituent une des grandes causes de l'actuelle crise sécuritaire qui secoue le centre du pays.

Ainsi, l'esprit de cette présente communication est de partir des pratiques foncières, proposer un modèle juridiquement acceptable qui soit à la fois légitimer par les populations et légaliser par l'Etat.

Mots clés : terre, foncier agricole, conflit foncier, droit coutumier, sécurisation foncière.

⁶⁹ Docteur en Droit International Public, Enseignant-Chercheur à l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (Mali).

⁷⁰ Les personnes ayant les mêmes ancêtres, dans la tradition malienne surtout dans les zone de culture, on rencontre les grandes familles, parfois, tout un village peut appartenir un seul descendant direct ou indirect. Ceux qui opposent les membres d'une même famille ont l'avantage d'être résolus par les mécanismes institutionnels comme la justice ou les conseils de famille ou de village, d'autres opposants les villages ou les communautés connaissent un usage de la violence sans précédent.

⁷¹ V. Calabresi, G. Melamed, A. D, *Property Rules*, « *Liability Rules and Inalienability: One View of the Cathedral* », Harvard Law Review, vol.85, n°6, 1972, p. 1089-1128.

1. Introduction

La terre, espace partagé entre plusieurs systèmes d'activités (agricultures, pêche, élevage) se trouve au cœur de tous les enjeux au Mali.

L'économie du Mali repose essentiellement sur le secteur rural (agriculture, élevage, foresterie et pêche). Il occupe plus de 80% de la population active et contribue en moyenne pour 40 à 45% au PIB avec un taux de croissance moyenne de 3,6% par an⁷². L'agriculture est sans doute l'activité la plus pratiquée, elle est essentiellement une agriculture familiale et rurale (même s'il existe de plus en plus diverses formes de productions semi-urbaines ou urbaines) développée autour des exploitations agricoles familiales.

La pression démographique et les sécheresses ont accru la compétition pour l'accès des ressources naturelles dont dépendent les populations.

Dans cette partie de l'Afrique, où coexiste une mosaïque de systèmes juridiques qui sont à la fois coutumier, moderne et religieux, auxquels, il faut ajouter la diversité culturelle des populations.

Les conflits liés à la terre⁷³ au Mali ont connu leurs proliférations depuis un certain moment, ils figurent parmi les difficultés les plus complexes auxquels se trouvent confrontés les gouvernements actuellement, qui sont, aussi une préoccupation de la communauté internationale.

En Afrique de l'Ouest rurale, la question foncière⁷⁴ se caractérise par une marchandisation croissante et une compétition accrue entre acteurs (entre ruraux et

⁷² Politique Foncière Agricole du Mali, Ministère du Développement rural, avril 2014, p. 4

⁷³ Dans une large mesure, le conflit peut être comme: « *un affrontement ou heurt intentionnel entre deux êtres ou groupes de même espèce qui manifestent les uns à l'égard des autres une intention hostile, en général à propos d'un droit, et qui pour maintenir, affirmer ou rétablir le droit essaient de briser la résistance de l'autre, éventuellement par le recours à la violence, laquelle peut le cas échéant tendre à l'anéantissement physique de l'autre* », voir Freund, J, *Sociologie du conflit*, PUF, Paris, 1983, p.65. Los conflictos de tierra, por tanto, son una reaccion colectiva contra la concentracion de la tierra y contra los mecanismos legales e ilegales que frenan el aseso a ella, voir Riquelme, Q, *Los sin tierra en Paraguay, conflictos agrarios y movimiento campesino*, consejo latino americano de ciencias sociales, Buenos Aires, Argentina, 2003, p. 8

⁷⁴ Cet article concerne le foncier à vocation agricole, il s'agit de toute surface sur laquelle sont menées des activités agricoles, la terre agricole est l'ensemble des terres occupées par les activités Agricoles, pastorales, sylvicoles ou piscicoles ou destinées à accueillir l'une ou l'autre de ces activités, voir l'article 3.1 et 6 de la loi n°2017- 001/Du 11avril 2017 portant sur le foncier agricole, accessible sur <https://www.droit-afrique.com/uploads/Mali-Loi-2017-01-foncier-agricole.pdf>.

urbains investissant dans la terre), peu ou mal régulée du fait des évolutions sociales et économiques, des contradictions des politiques publiques et des défaillances des systèmes d'arbitrage sur les conflits⁷⁵.

2. La typologie des conflits fonciers au Mali

Depuis des siècles, sociétés et Etats ont utilisé certaines ressources naturelles afin de promouvoir leurs intérêts et de poursuivre leurs objectifs politiques.

Le contrôle sur les ressources naturelles ou leur utilisation est également un facteur important de tensions, voire de conflits entre groupes sociaux, qu'il s'agisse de ressources non renouvelables comme les diamants, ou de ressources renouvelables telles que l'eau ou la terre⁷⁶.

Le Mali recèle de grandes potentialités agro-sylvo-pastorales, forestières et halieutiques. Pour ce qui concerne la production, le potentiel des espaces physiques est globalement estimé à 46, 6 millions d'hectares, dont 12,2 millions d'ha de terres Agricoles, 30 millions d'ha de pâturage, 3,3 millions de réserve de faune, 1,1 million de réserve forestière. La superficie des zones cultivables et inondables est estimée à 2,2 millions d'hectares⁷⁷.

Les conflits liés à la terre sont de nature différente et d'acteurs différents. La problématique de la terre relève d'abord de la propriété et également les effets et droits de cette propriété, de l'autre les titulaires de ce droit.

Cependant, ces conflits fonciers prennent diverses formes selon qu'il s'agisse de conflits opposants les membres d'une même famille autour d'une question de succession ou des membres de différentes familles, de différents villages ou de groupes de différents villages qui se disputent les droits sur des superficies déterminées.

Deux attributs focalisent l'attention des auteurs: le degré d'exclusivité que le droit confère au titulaire de l'usage considéré et le degré de transférabilité du droit

⁷⁵ Chauvau, J-P, Colin, J-P, Jacob, J-P, Delville, P-L, Le Meurt, P-Y, mode d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politique foncières en Afrique de l'Ouest, IIED, 2006, p. 1

⁷⁶ Goetschel, L, Péclard, D, « *les conflits liés aux ressources naturelles. Résultats de recherches et perspectives* », Annuaire suisse de politique de développement, avril 2009. URL: <http://journals.openedition.org/aspd/255>.

⁷⁷ Politique Foncière agricole du Mali, *op. cit.*, p. 4

(c'est-à-dire la possibilité de le céder-avec une contrepartie librement négociée - à un tiers⁷⁸).

En pratique, les conflits fonciers prennent leur origine dans l'insuffisance des terres propres aux cultures, à la pêche et aux pâturages, la mauvaise régulation des usages concurrentiels sur les mêmes espaces et ressources. Prenons l'exemple du delta intérieur du Niger, surtout dans la région de Mopti⁷⁹, les conflits fonciers sont liés à la pratique du droit de propriété traditionnel de quelques poignées de familles sur de vastes domaines fonciers au détriment de la majorité des autres acteurs présents.

La diversité des conflits, dont il faut tenir compte du facteur humain, est aussi liée à la nature de l'organisation sociale qui est fondée sur la prise en compte des liens de sang, la prééminence des aînés sur les cadets, des hommes sur les femmes et dans une certaine mesure, le statut d'autochtone ou d'étranger. Face à ce pluralisme de système et de fait, la loi reconnaît également deux modalités d'accès à⁸⁰ la terre au Mali, qui sont :

- L'accès à travers les modes mis en place par le CDF⁸¹,

⁷⁸ Caron, A, Torre, A, *les conflits d'usage dans les espaces ruraux. Une analyse économique*, in Perrier-Cornet Ph. (ed.), *A qui appartient l'espace rural?*, 2002 Eds de l'Aube, p. 12

⁷⁹ Politique Foncière Agricole du Mali, *op, ci*, p. 10

⁸⁰ Sur cette question, voir, Camara, B, accès à la terre et sécurité foncière, synthèse, septembre 2012, accessible sur <http://www.gip-recherche-justice.fr/publication/view/acces-la-terre-et-scurit-foncire-loffice-du-niger/>. Voir aussi, Mariluz Urquijo, J-M, *el regimen de la tierra en el derecho indiano*, éd, Perrot, Buenos Aires, 1968, p. 20, Besson, E, *les livres fonciers et la reforme hypothécaire: étude historique et critique sur la publicité des transmissions immobilières en France et à l'étranger depuis les origines jusqu'à nos jours*, éd, Delamote, Paris, 1891, Gomez, J-S, *Castilla en escombros, los derechos del hambre y los del hambre*, instituto de estudios de administracion local, Madrid, 1978, Balon, J, *les fondements du régime foncier au moyen-Age, depuis la chute de l'empire romain en occident, étude de dogmatique et d'histoire du droit*, éd, Nauwelaerts, Bruxelles, 1954

⁸¹ Selon l'article 35 de l'ordonnance n°00-027 du 22 mars 2000, portant code domanial et foncier (CDF), que les terrains du domaine privé de l'Etat sont attribués selon un certain nombre de modalités, à savoir, la concession rurale, la cession, la location et l'affectation. En fonction des modalités, les documents délivrés peuvent être différents. Ils vont du titre précaire au titre foncier qui est le titre définitif de propriété privée individuelle. Voir le texte sur <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/mali/Mali-Code-2000-domanial-et-foncier-MAJ-2002.pdf>.

- L'accès à travers les dispositifs coutumiers (accès intra lignager, prêt, don, etc⁸²).

Ces procédés d'acquisition de la terre nous éclairent aussi la nature des types de conflits. Pour les premiers, les conflits entre les personnes de même famille sont fréquents, auxquels il faut ajouter ceux liés à la spéculation foncière⁸³. Pendant longtemps, les organisations paysannes dénoncé cette pratique et ont alerté de première heure les autorités compétentes⁸⁴.

Les conflits fonciers entre personnes

Nous avons précédemment évoqué qu'au centre des questions foncières se trouvent le droit de la propriété et la jouissance de ce droit.

Parmi les deux moyens d'acquisition des terres agricoles, ceux liés à la procédure coutumière prime sur les méthodes modernes, et la quasi-totalité de celles-ci sont des héritages.

La société malienne dans son ensemble repose sur le principe de la solidarité, qui fait que le propriétaire d'une terre peut facilement la prêter⁸⁵ à son voisin.

L'article 15 de la loi n°2017- 001/ du 11 avril 2017 Portant Sur Le Foncier Agricole reconnaît ce mode de transaction foncière entre les particuliers en ces termes: « *les transactions peuvent se faire sous forme de donation, de prêt, de*

⁸² Les droits coutumiers exercés collectivement ou individuellement sur les terres non immatriculées sont confirmés, voir les articles 43, 44, 45, 46, 47 et 48 du CDF.

⁸³ Cette question est actuelle et probante au Mali, puisque de nombreux agriculteurs sont privés de leurs terres au profit des investisseurs étrangers ou des commerçants nationaux. Selon un ancien ministre du domaine et des affaires foncières, Me Mohamed Aly Bathily, les spéculateurs fonciers sont arrivés à décaisser courant 2015 plus de 1534 milliards de francs CFA des Banques pour juste des fins de luxes personnels (maisons, voitures et voyages de luxe). Soit presque le montant du Budget national 2016 accaparé par une poignée d'individus en complicité avec certains agents de ces Banques et des domaines au détriment des pauvres paysans qui se voient spoliés de leurs terres agricoles, il ajoute au cours d'une autre conférence que le droit foncier est ignoré et par les autorités en charge de sa gestion et aussi les juges chargés de trancher en cas de conflit. Voir le quotidien le combat dans sa parution du 11 octobre 2016.

⁸⁴ V. <https://mali7.net/2016/08/09/office-du-niger-la-spculation-foncire-menace-lagriculture-familiale/>.

⁸⁵ Il faut noter que ces prêts fonciers peuvent durer souvent pendant plusieurs générations, dans la plupart des cas, les liens (familiaux, amicaux) existent entre les deux familles.

*location, de métayage, de bail ordinaire ou emphytéotique, de bail avec promesse de vente ou de cession*⁸⁶ ».

Le conflit apparaît lorsqu'après le décès d'un ou les deux, les ayants droits du propriétaire premier revendiquent ou ceux du second contestent et se disent vrais propriétaires. D'autre part, le conflit peut naître lorsque le prêt⁸⁷ à la base se transforme en donation⁸⁸ ce qui n'était pas prévu à la base⁸⁹.

D'autres conflits fonciers dans la communauté concernent la répartition de la terre héritée, en particulier dans le cas de mariages polygames (ce problème est général pour tous les conflits fonciers, qu'ils soient de nature agricole ou à usage d'habitation), et la délimitation des parcelles. La religion de la majorité des maliens est l'islam, ce qui leurs confère d'épouser plusieurs femmes, la polygamie. Le conflit apparaît le plus souvent après la mort du père, alors, chacun des enfants revendique, cette question devient compliquée surtout si nous savons que le testament est une pratique rare dans la société malienne.

Ces conflits sont souvent difficiles à résoudre, et particulièrement quand les parties en conflit tendent à continuer la poursuite judiciaire.

Cela devient aussi une affaire compliquée pour les individus d'exiger la justice.

⁸⁶ Un peu plus loin, l'article 17 précise et écarte toute ambiguïté, et s'oppose à l'ancienne méthode des transactions du foncier non immatriculé, il dispose, « Toute transaction sur des terres, objet d'une détention ou d'une possession collective, est soumise à l'autorisation préalable du Conseil de Famille concerné.

Ledit Conseil de Famille est composé de tous les ayant droits.

L'autorisation, recueillie à l'effet de l'alinéa 1^{er} du présent article, est consignée dans un procès-verbal de réunion, dont copie est jointe à l'acte de transaction ». Par cette disposition, la loi entend formaliser les transactions en vue d'éviter les conflits éventuels.

⁸⁷ Le prêt des terres agricoles consiste en la mise à disposition d'une terre agricole sans contrepartie, conformément aux règles et pratiques coutumières pour une période déterminée, voir article 21 de loi portant sur le foncier agricole.

⁸⁸ La donation de la terre agricole consiste en un transfert de la propriété d'une terre agricole sans contrepartie et conformément aux règles et pratiques coutumières. Elle entraîne le transfert de tous les droits sur la parcelle objet de la donation, voir art 20 de la loi sur le foncier agricole.

⁸⁹ Plusieurs conflits sont également liés à ce phénomène, des prêts sont devenus des dons au fil du temps, ici, la manifestation est différente du prêt, pour les conflits liés aux prêts, le deuxième ne reconnaît aucune propriété précédente, et par contre dans le cas de la donation, les deux parties sont unanimes sur un pacte antérieur, mais, il sont opposés sur la nature du pacte, la première partie évoque l'idée d'une juste utilisation (*l'usus*) et pas la *proprietas* et l'autre partie avance une thèse de donation purement et simplement.

Une autre catégorie de conflits entre personne existe, dans les régions agricoles, elle consiste à s'accaparer la terre des personnes vulnérables, soit des orphelins ou des veuves, après le décès du chef de famille.

Pire, il est frappant de voir que ces personnes vulnérables sont souvent victimes⁹⁰ de leur propre parenté⁹¹.

La structuration socio-foncière dans les différentes zones, reflet pour une large part des systèmes de production et des us et coutumes locales, revêt de nombreuses similitudes du point de vue des principes coutumiers, avec toutefois une grande variété de « niches socio-foncières » et de pratiques, liées aux spécificités socio-historiques locales⁹².

Les conflits fonciers opposant des villages ou des communautés

Ces conflits entre villages concernent souvent des superficies importantes. Ils peuvent aussi éclater autour des questions de limites des champs.

Au Mali, rappelons qu'il existe un divorce complet entre le droit et le fait, le régime foncier relève tant d'incohérence et de souplesse qu'on a l'impression que la loi manque de logique.

Contrairement à ces conflits internes aux familles, les conflits fonciers qui opposent les villages ou des groupes de villages prennent des proportions le plus souvent incontrôlées.

Les conflits entre villages opposés se transforment vite en conflits armés (armes blanches mais aussi armes à feu), leurs conséquences peuvent être très lourdes. Ces affrontements causent des pertes en vies humaines et des blessures pas seulement physiques mais psychologiques qui s'inscrivent dans la mémoire des groupes ou des villages qui s'opposent. Ce sont des conflits passibles de transcender les frontières générationnelles et les hostilités initiées par les pères peuvent être reprises par les enfants plusieurs décennies après.

⁹⁰ Dans certains cas, le retour d'un frère, parti longtemps dans d'autres régions du pays pour travailler, bouleverse les situations de tranquillité dans lesquelles se sont mis les frères restés dans le village ou dans le terroir. L'espace lui revenant ayant étant partagé entre ses frères restés au village, son retour implique une revendication de sa part de terres. Ce fait aussi constitue un problème majeur auquel la pratique se trouve confrontée.

⁹¹ Un exemple le plus frappant a été une femme qui n'a pas d'enfants, elle s'est vu expulser de son domicile et par la suite les frères de son mari défunt ont exproprié la bonne dame.

⁹² Politique foncière agricole, *op. cit.*, p. 9

Ces conflits s'inscrivent dans le temps puisque les rapports que les populations du delta intérieur ont établis avec la terre s'inscrivent dans des durées variables.

Cet aspect typique du divorce entre le fait et le droit dans le cas particulier du régime foncier prouve qu'il faut respecter les harmonies du droit si l'on veut que l'idéal juridique se transforme en réalité⁹³.

S'il est un domaine où l'analyse spatiale semble s'imposer c'est bien celui des tensions et des conflits de voisinage, entre autres dans les espaces ruraux.

Les conflits entre villages ont le plus souvent les mêmes origines que ceux qui opposent les personnes. Les communautés ont des liens très proches, parfois deux villages peuvent avoir les mêmes fondateurs, certains villages sont même formés à partir des campagnes d'agriculture.

Les membres de deux familles peuvent avoir les mêmes champs, le conflit survient quand la configuration d'une ou des deux change, ou lorsque l'un essaie d'exploiter le système judiciaire pour son propre intérêt, d'où la notion d'*injustice familiale*.

La notion d'*injustices familiales* semble appropriée aux perceptions sur la justice au niveau communautaire. De telles terminologies pourraient être utiles pour la facilitation des réflexions sur comment les gens eux-mêmes croient que l'état de justice pourrait être renforcé dans leur communauté, plutôt que de commencer par des termes juridiques abstraits⁹⁴.

Ces conflits, anciens, tiennent des terres convoitées, entre un nouveau et un occupant sur une portion du Bassin, ils sont fréquents également dans le delta intérieur⁹⁵.

⁹³ Ley, A, *le régime domanial et foncier et le développement économique de la Côte-D'Ivoire*, LGDJ, Paris, 1972, p. 597

⁹⁴ Van Leeuwen, M, Haarten, L, *les conflits liés à la terre et les mécanismes locaux de résolutions des conflits au Burundi*, CED, CARITAS, Burundi, 2005, p. 10 accessible sur https://www.researchgate.net/publication/37789838_Les_conflits_lies_a_la_terre_et_les_mecanismes_locaux_de_resolution_des_conflits_au_Burundi.

⁹⁵ Sur les conflits dans cette région spécifique, voir rapport de, International Crisis Group sur la situation sécuritaire dans le centre du Mali sur <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/central-mali-uprising-making>.

A titre d'exemple, il faut rappeler le litige qui a opposé deux villages du cercle de Djenne dans la région de Mopti, il s'agit du différend foncier entre Mouгна et Kossouma⁹⁶.

Avec une vingtaine de morts, ce drame devenait le conflit foncier le plus meurtrier dans cette zone inondée du delta intérieur du Niger⁹⁷.

L'affrontement de juin 2016 était un épisode d'un vieux conflit qui a commencé en 1964 autour de la propriété coutumière sur des terres agricoles situées à environ 100 mètres du village de Mouгна. Les gens de Mouгна se disent propriétaires de ces terres qu'ils auraient prêtées à ceux de Kossouma. Quant aux gens de Kossouma, ils se disent être les premiers occupants de la région et d'avoir accueilli les fondateurs de Mouгна d'abord à Kossouma puis par acte d'hospitalité et de générosité leur avoir prêté des terres cultivables de l'autre côté du fleuve, dans la zone exondée.

Le contexte social des zone de culture au Mali, crée une espèce de relation entre dominant et dépendant. Dominants puisque les premiers détiennent plus de possibilité d'action sur les terres et sur les personnes auxquelles ils ont accordé l'accès aux terres. Dépendants puisque l'accès aux terres est fonction des premiers. De même que cet accès est soumis à un ensemble de pratiques, de règles et conduite dont le non-respect peut conduire au retrait de l'accès et donc à l'exclusion⁹⁸.

Les conflits fonciers représentent une large variété de types, dont des conflits entre frères ou cousins, des conflits résultant des legs contestés ou d'une légitimité contestée des enfants, et des conflits entre des femmes et des parentés qui s'opposent à ce que les femmes héritent⁹⁹.

3. Les mécanismes de résolution des conflits

Les modes de résolution s'apparentent le plus souvent à la nature du conflit qui oppose les protagonistes. Ici, il est important de rappeler les mécanismes locaux

⁹⁶ Nientao, M, *le régime juridique du fleuve Niger*, thèse, Université de Séville, 2019, p. 504

⁹⁷ V. Poudjougou, I, *Conflit pour et autour du foncier agricole a Djenné*, Mémoire de fin d'études, Master COMS, Analyse comparée des sociétés méditerranéennes, Université Mohamed VI Polytechnique, Faculté de gouvernance, sciences économiques et sociales, 2016-2017, p. 185.

⁹⁸ *ibidem*, p. 136-137

⁹⁹ Van Leeuwen, M, Haarten, L, *op, cit*, p.

avant les formes d'intervention de l'Etat. Pendant que le premier se fonde en premier lieu sur des conventions et des régulations coutumières, et aussi la religion, le dernier se base sur les législations de l'Etat.

Ainsi les conflits liés aux successions, au prêt entre membre d'une même famille, les habitants de différents lignages d'un même village relève de la première catégorie. Ils sont gérés selon des mécanismes spécifiques relevant de la coutume locale et la justice étatique reste le dernier recours.

Ces situations diffèrent des conflits qui portent sur les limites des champs, les prêts de terre remontant à plusieurs décennies entre deux villages, deux communautés d'un même village pratiquant des activités différentes comme agriculture et pastoralisme. Les conflits qui entrent dans cette deuxième catégorie sont plus complexes à résoudre et sont en train de connaître des mutations profondes avec les conflits armés que traverse la région du delta intérieur du Niger¹⁰⁰.

Nous allons prendre l'exemple d'une localité que nous connaissons mieux, d'où nous sommes originaire, le cercle le Djenné, pour les conflits concernant les membres d'une même famille, une première tentative est menée par les membres internes à la famille pour apaiser les tensions en appelant les parties au calme. Puis dans une seconde phase, les deux parties sont invitées à s'exprimer sur leurs motivations. Enfin, ceux qui mènent la médiation, qui sont en principe des aînés de la famille ou du lignage, disent comment d'autres problèmes similaires intervenus entre membres de la famille ou du lignage ont été résolus. Partant de ces exemples, ils proposent des solutions aux parties en conflits. Si ces solutions sont acceptées, le conflit est ainsi résolu. Cependant lorsque cette démarche échoue, les parties sont portées devant le Haut conseil islamique¹⁰¹ par un des membres de la famille ayant participé aux premières tentatives de résolution.

Il s'agit ici d'un système judiciaire traditionnel composé essentiellement de personnes âgées et respectées de leurs communautés d'appartenance, de leur quartier de résidence et le plus largement de l'ensemble de la ville concernée.

¹⁰⁰ Poudjougou, I, *op. cit.*, p. 158

¹⁰¹ Dans la ville de Djenné, est sollicité par divers conflits : conflits familiaux de succession concernant les biens mobiliers et immobiliers (litiges familiaux autour de la propriété des terres sur lesquelles sont bâties les maisons familiales) laissés en héritage par un chef de famille défunt, les conflits matrimoniaux entre les deux conjoints mais aussi entre les deux familles de ceux-ci, d'autres conflits sociaux qui peuvent intervenir dans le quartier.

Cette forme de revendication est gérée à l'aide d'un conseil interne à la famille regroupant les personnes plus âgées. Parfois, le conseil peut aussi s'élargir à d'autres personnes âgées et respectées du village ayant connu le père dont la succession est en question.

En ce qui concerne le deuxième cas de conflit, celui opposant un village à un autre ou un groupe de villages à d'autres groupes de villages, il se caractérise par une mobilisation forte. Ils s'expriment dans des dimensions larges allant souvent au-delà du contrôle des villages eux-mêmes, une fois que le conflit éclate. Dans certains cas, les acteurs entreprennent des démarches d'apaisement des deux parties avant de passer à l'étape de la résolution. Mais ces démarches aboutissent rarement à une entente dans le cas de conflits entre villages. Ces types de conflits conduisent à des affrontements armés entre villages ou groupes de villages. Leurs résolutions sont longues puisque dépendent des tribunaux et des bureaux des palais de justice.

Ainsi, privilégier la voie juridique pour sortir du conflit renvoie le règlement de ce dernier aux pouvoirs publics, ici représentés par la personne du juge¹⁰².

Pour une réponse durable aux conflits fonciers, le rôle des tribunaux ne doit pas consister exclusivement à arbitrer entre des parties en conflit en attribuant ou en précisant des droits. Le juge doit, en outre, déterminer la règle de protection des droits qui doit prévaloir, sachant qu'il existe au moins une alternative à la propriété, à savoir la règle de responsabilité, qui ne confère toutefois ni les mêmes prérogatives ni le même degré de protection aux titulaires du *propertyright* en question¹⁰³.

Sur cette question, le professeur Bakary note ceci, à l'occasion de la cérémonie de dédicace de son livre sur l'évolution des systèmes fonciers au Mali: « *les conflits fonciers se transportent de plus en plus devant les tribunaux qui montrent le plus souvent leurs limites car les décisions de justice ne peuvent pas le plus souvent être appliquées sur le terrain. À côté des traditionnels agriculteurs et pasteurs, apparaissent des organisations non gouvernementales nationales et internationales, des associations, des collectivités territoriales et des grands et petits privés exploitants agricoles*¹⁰⁴ ».

¹⁰² Nientao, M, *op. cit.*, p. 502

¹⁰³ *ibidem*

¹⁰⁴ V. <http://bamada.net/prof-bakary-camara-un-livre-sur-levolution-des-systemes-fonciers-au-mali>.

Cependant, toute négociation, fût-elle entre deux voisins bien disposés, fait référence à des bases légales, chacune des parties se trouvant en mesure de revendiquer, en tant que ressources pour l'action, des droits contre les prétentions ou les actes de l'autre. Dans ce contexte, le recours aux tribunaux (que l'on se retourne vers les juridictions administratives ou judiciaires) apparaît à la fois comme une étape plus tardive et plus formelle dans les tentatives de résolution des conflits et comme la sanction de l'échec des solutions négociées¹⁰⁵.

Force est de constater que les décisions de justice n'acquièrent pas le plus souvent solution « socialement » satisfaisante, et acceptable, du coup, il faut recréer un modèle car lorsque la société refuse une décision de justice, son application serait un défi ou un autre problème de justice.

On peut ainsi envisager de mettre en évidence et de qualifier tant la genèse et l'explosion de tensions locales révélatrices d'inégalités spatiales auxquelles sont susceptibles de correspondre des asymétries en termes de droits, que la multiplicité des solutions utilisées, parfois de manière conjointe, pour prévenir, apaiser, résorber ou trancher ces tensions. Le plus grand défi actuel réside dans la sécurisation foncière¹⁰⁶ surtout des droits coutumiers.

Ainsi, la sécurisation désigne, au sens juridique, la sauvegarde de droits acquis, la reconnaissance par le droit objectif (lois et règlements) de différents droits subjectifs détenus par les individus ou les groupes sociaux. En matière foncière, il désigne un processus de reconnaissance, d'affirmation et de protection des droits d'accès, d'extraction, de gestion, d'exclusion ou d'aliénation, de propriété ou d'usage de la terre et des ressources naturelles renouvelables qu'elle supporte. C'est pourquoi, la LOA prévoit l'élaboration d'une loi sur le foncier Agricole¹⁰⁷ qui aura pour but d'assurer la sécurisation foncière des exploitations familiales en priorité, de lutter contre la spéculation¹⁰⁸.

Il existe une réelle superposition des lois et règlements sur le foncier.

¹⁰⁵ Caron A. Torre, A., *Les conflits d'usage dans les espaces ruraux*. Une analyse économique, in Perrier-Cornet Ph. (ed.), *A qui appartient l'espace rural?*, Eds de l'Aube, 2002, p. 5.

¹⁰⁶ Selon l'article 3. 5 de la loi n°2017- 001/du 11 avril 2017 portant sur le foncier agricole, il s'agit de: l'ensemble des processus, mesures et actions de toutes natures visant à protéger les propriétaires, les possesseurs et les utilisateurs de terres agricoles contre toute contestation non fondée, trouble de jouissance de leur droit ou contre tout risque d'éviction non justifiée.

¹⁰⁷ Cette loi a été la loi n°2017- 001/du 11 avril 2017 portant sur le foncier agricole.

¹⁰⁸ Voir les recommandations des assises sur les Etats généraux du foncier, organisées à Bamako du 07 au 12 décembre 2009, voir <http://hubrural.org/Tenue-des-Etats-Generaux-du.html>.

Dans tous les pays coexistent le droit traditionnel et coutumier, le droit religieux et le droit moderne d'inspiration française ou anglaise selon le passé de chaque pays. En principe, en cas de conflit, le droit moderne prime sur celui de la religion ou de la coutume mais dans la pratique, le religieux et le traditionnel, l'emportent très souvent. L'esprit de ces différentes lois n'est pas le même et cela crée un problème sérieux dans la gestion du foncier.

La population rurale a toujours eu une difficulté pour avoir un accès légal sur sa terre. Les procédures de légalisation sont très coûteuses, et surtout elles sont incomprises par ces populations habituées depuis longtemps à des situations dites informelles ou coutumières¹⁰⁹.

4. Conclusion

L'expérience malienne a prouvé qu'une réglementation, pour avoir prise sur le réel et être de nature à empêcher le maintien ou la création d'une coutume ou d'une pratique parallèle au droit écrit, doit respecter trois harmonies: d'une part entre le droit des biens et le droit des personnes, d'autres part entre les règles de droit et les capacités des particuliers de les utiliser et enfin entre les règles de droit et le prix de revient de leur utilisation¹¹⁰.

De façon générale, au Mali, la principale cause de l'insécurité foncière source des conflits fonciers, réside dans les modes d'octroi des parcelles et à certains modes d'accès à la terre surtout dans les périmètres irrigués comme l'office du Niger, alors que certaines sont liées à des spéculations, le transport et la commercialisation des produits agricoles, par ailleurs ils sont liées à l'analphabétisme des exploitants agricoles. De cette étude, il faut souligner que la région de Mopti¹¹¹ connaît le plus grand nombre de conflit foncier.

¹⁰⁹ V. Chouquer, G, *les conflits fonciers*, FIEF, octobre 2012, file:///C:/Users/hp/Desktop/Conflits%20foncier%202.pdf.

¹¹⁰ *A fortiori*, le respect de ce triple ne suffit pas pour rendre efficace une réglementation. Encore, après avoir introduit une coordination entre les différents acteurs de la vie foncière, faut-il organiser un encadrement juridique suffisamment dense, comme dans les techniques de développement économique. En outre, il faut également contrôler le régime foncier pour éviter les tâtonnements et contradiction, pour ce faire, il sera judicieux d'unir le cadre juridique assortie d'application efficace et connu de tous. Il résulte également d'insérer une publicité du foncier agricole, voir Piedelièvre, S, *la publicité foncière*, traité de droit civil, LGDJ, 2000, Dagot, M, *la publicité foncière*, PUF, 1981.

¹¹¹ V. Cisse, S, « *Conflits fonciers en 5^{ème} Région: nature et résolution* », communication orale aux assises locales de Bandiagara, juillet 2008.

Pour renverser la tendance, des réformes doivent être mises en œuvre dans le domaine du droit foncier en général et de la propriété en particulier.

Or, ces droits sont ancrés dans des dynamiques sociales et historiques, et ils font sens dans des cadres de vie et des réseaux sociaux qui ne sauraient être modifiés du jour au lendemain. Par ailleurs, ils fonctionnent selon des logiques qui échappent aux politiques gouvernementales.

Toutefois, pour faire progresser la jurisprudence protectrice des milieux, il faut prendre acte de la lenteur et de la lourdeur des tribunaux judiciaire et administratifs, et également le coût élevé de la procédure.

La recherche d'un régime foncier adéquat est nécessaire au Mali, qui aura pour fonction d'établir un statut immobilier pour que celui qui achète soit certain d'être propriétaire et que celui qui prête soit sûr d'être remboursé, il serait préférable d'éviter les prêts¹¹² sans témoins ni acte. Pour une sécurisation foncière pérenne, et un dénouement paisible des conflits fonciers, il faudra impérativement concilier la coutume et le droit moderne, et faire confiance à la justice traditionnelle, puisque traiter des conflits fonciers est avant tout connaître l'histoire des terres sur lesquelles ces conflits portent mais aussi celle des personnes en conflit.

En fin, il faudrait parvenir à articuler les logiques respectives de ces deux régimes en les faisant converger vers un cadre commun, l'enjeu premier étant de concilier légalité et légitimité. Une chose significative à cet effet est la reconnaissance par l'Etat et la sécurisation juridique des droits fonciers ancestraux, pour éviter les expropriations injustes, les conflits fonciers parfois violents en Afrique rurale et l'insécurité foncière préjudiciables. Ce qui implique que l'Etat, tout en demeurant l'acteur nécessaire de régulation foncière, renonce à son monopole domanial et assume ses responsabilités d'orientation, d'arbitrage et de justice.

En somme, il lui faut passer « d'un paradigme de remplacement à un paradigme d'adaptation ».

¹¹² Le prêt foncier quelle qu'en soit sa nature est un bail, alors il est nécessaire de faire respecter les conditions juridiques des baux ruraux, cependant, un contrat de bail rural doit obligatoirement être écrit, soit *sous seing privé*, soit par acte notarié (obligatoire si la durée du bail dépasse 12 ans), et accompagné d'un état des lieux contradictoire, dressant l'inventaire et l'état des terres et des bâtiments loués.